COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 12 juillet 2013
(convocation du 1 juillet 2013)

Aujourd'hui Vendredi Douze Juillet Deux Mil Treize à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, Mme BALLOT Chantal, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. REIFFERS Josy, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, M. VERNEJOUL Michel, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. CAZABONNE Alain à M. GELLE Thierry
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. SOUBIRAN Claude
M. PIERRE Maurice à Mme. CARTRON Françoise
M. ROSSIGNOL Clément à M. JOANDET Franck à partir de 10h30
M. SAINTE-MARIE Michel à M. FELTESSE Vincent jusqu'à 10h et à partir de 10h30
Mme. LACUEY Conchita à M. HERITIE Michel
M. MAURRAS Franck à M. SOUBABERE Pierre à partir de 12h
M. ANZIANI Alain à M. TRIJOLET Thierry
M. BAUDRY Claude à Mme. EWANS Marie-Christine
M. CAZENAVE Charles à M. DUCASSOU Dominique
M. CHARRIER Alain à M. LAGOFUN Gérard
Mme COUTANCEAU Emilie à Mme DELTIMPLE Nathalie à partir de 12h15
M. DAVID Jean-Louis à M. SOLARI Joël
M. DOUGADOS Daniel à M. LABISTE Bernard

Mlle EL KHADIR Samira à Mme FOURCADE Paulette à partir de 12h15
M. GUICHOUX Jacques à Mme. DE FRANCOIS Béatrice
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. DAVID Yohan à partir de 12h40
M. JOUBERT Jacques à Mme. CHAVIGNER Michèle
Mme. LAURENT Wanda à M. BOUSQUET Ludovic
Mme. LIMOZIN Michèle à Mme. FAORO Michèle
M. LOTHAIRE Pierre à M. RAYNAL Franck
Mme. MELLIER Claude à Mme. ISTE Michèle
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
Mme. PARCELIER Muriel à Mme. TOUTON Elisabeth
M. PENEL Gilles à M. GUICHARD Max
M. POIGNONEC Michel à M. FLORIAN Nicolas
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. RESPAUD Jacques à Mme. DIEZ Martine

EXCUSES :

M. ASSERAY Bruno

LA SEANCE EST OUVERTE

Marchés publics - Territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux - marché à bons de commande - Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de programme d'infrastructures de voiries et aménagements d'espaces publics - Appel d'offres - Autorisation de lancement
 - **Décision**

Monsieur DAVID présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Les programmes d'aménagement entrant dans le cadre des contrats de co-développement visent à améliorer, pour tous les usagers, les conditions de l'utilisation de l'espace public en définissant dans le cadre d'une politique globale de déplacements inscrite au Plan Local d'Urbanisme (PLU), de nouvelles règles de partage de la rue visant à répondre au triple impératif de la sécurité, de la qualité de vie et de l'embellissement de la ville.

Les objectifs principaux sont les suivants :

- assurer les conditions d'un bon fonctionnement des déplacements pour tous les modes de transport en privilégiant ceux qui sont faiblement consommateurs d'espace et d'énergie (transports en commun, taxis, deux roues, marche),
- améliorer les conditions de sécurité de tous les usagers et notamment des piétons et des cyclistes,
- contribuer à l'amélioration de la qualité de vie (vie résidentielle, sociale, économique) en valorisant les usages des espaces publics et en veillant à limiter les nuisances (bruit, pollution...),
- favoriser la place de la nature en ville (paysage, biodiversité, rôle sur le climat,...),
- promouvoir l'accessibilité et le confort des espaces publics pour tous les usagers (PMR).

Dans ce cadre les directions territoriales, le pôle mobilité et les autres services opérationnels de la CUB doivent engager un nombre important d'études dans des délais relativement courts.

De plus le marché à bons de commande actuellement en vigueur (études de programme) arrive à échéance le 20 janvier 2014.

Il est donc nécessaire de lancer, un marché à bons de commande d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de programme d'infrastructures de voiries et aménagements d'espaces publics.

Ces études porteront notamment sur les sujets suivants :

- aménagement global ou ponctuel d'infrastructures en faveur des transports en commun (BHNS, Bus...etc...),
- création de voies nouvelles,
- requalification et restructuration de voies et espaces publics,
- création de pôles intermodaux,
- création d'itinéraires de mode doux (voies vertes, pistes cyclables...).

La mission d'élaboration d'études de programme consiste successivement à :

- élaborer un diagnostic plurifonctionnel mettant en évidence les différents usages et perceptions en terme d'urbanisme, de paysage, d'environnement, de déplacements...,
- faire ressortir les enjeux du site au regard de l'opération,
- élaborer un cahier des orientations d'aménagement des espaces publics.

Le contenu de la mission est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Pour la réalisation de cette prestation, il est donc envisagé de lancer un appel d'offres ouvert avec mise en concurrence au niveau européen, soumis aux dispositions des articles 33 alinéa 3, 57 à 59 et 77, du Code des Marchés Publics.

Il sera conclu pour une durée initiale de 1 an à compter du 21 janvier 2014, ou à compter de la date de notification si celle-ci intervient postérieurement, et sera reconductible tacitement 3 fois (soit une durée de validité de 4 ans maximum).

Le montant minimum annuel sera de 20 000,00 € HT, soit 80 000,00 € HT pour une durée de 4 ans. Le montant maximum annuel sera de 150 000,00 € HT, soit 600 000 € HT pour une durée de 4 ans.

En application des dispositions des articles L.2121-12 et 13 du Code Général des Collectivités Territoriales, les documents de la consultation sont mis à la disposition des conseillers communautaires qui peuvent les consulter à la Direction de la commande publique (Immeuble le Guyenne, 6e étage, terrasse du front du médoc).

Les dépenses relatives aux bons de commande de ce marché seront imputées sur les crédits ouverts au budget principal ou au budget transport des exercices considérés, ceci au fur à mesure de leur émission.

Afin d'assurer la mise en œuvre de cette opération, il vous est aujourd'hui demandé de bien vouloir :

- lancer une mise en concurrence dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, en application des articles 33 alinéa 3, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics ; relative aux prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de programme d'infrastructures de voiries et aménagements d'espaces publics, et en cas d'insuccès de cet appel d'offres, soit par voie de nouvel appel d'offres sur la base d'un dossier éventuellement adapté au contexte de la concurrence, soit par marché négocié conformément aux dispositions de l'article 35 dudit Code,
- d'approuver le projet de dossier de la consultation consultable à l'immeuble le Guyenne, direction de la commande publique – 6^o étage,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer le marché à intervenir à l'issue de la procédure de passation.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, d'adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des marchés publics et notamment les articles 33 alinéa 3, 57 à 59 et 77,

VU le projet de marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de programme d'infrastructures de voiries et aménagements d'espaces publics, mis à disposition des élus communautaires en application des articles L.2121-12 et L.2121-13 du CGCT,

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT :

La nécessité pour les services communautaires de disposer d'un marché qui permette de commander des études de programme d'infrastructures de voiries et aménagements d'espaces publics, dans des délais contraints sur l'ensemble du territoire communautaire.

DECIDE

Article 1 : Le projet de dossier de consultation relatif aux prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études de programme d'infrastructures de voiries et aménagements d'espaces publics, mis à disposition des élus est approuvé.

Article 2 : Monsieur le Président est autorisé à adresser à la publication une mise en concurrence dans le cadre d'un l'appel d'offres ouvert, en application des articles 33 alinéa 3, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics ; et en cas d'insuccès de cet appel d'offres, à procéder à la recherche d'opérateurs économiques, soit par voie de nouvel appel d'offres

sur la base d'un dossier éventuellement adapté au contexte de la concurrence, soit par marché négocié conformément aux dispositions de l'article 35 dudit Code.

Article 3 : Monsieur le président est autorisé à signer le marché à intervenir avec le prestataire qui aura émis l'offre économiquement la plus avantageuse, en réponse à la procédure d'appel d'offres.

Article 4 : Les dépenses relatives aux bons de commande de ce marché seront imputées sur les crédits ouverts au budget principal ou au budget transport des exercices considérés, ceci au fur à mesure de leur émission.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 12 juillet 2013,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE 29 JUILLET 2013   PUBLIÉ LE : 29 JUILLET 2013

M. ALAIN DAVID